

**MINISTERE DES MINES, DES INDUSTRIES MINIERES
ET DE LA GEOLOGIE**

Arrêté n° 8906 du 25 novembre 2008 relatif à la mise en conformité du matériel électrique utilisable en atmosphère explosive.

Le ministre des mines, des industries minières
et de la géologie,

Vu la constitution ;
Vu la loi n° 04-2005 du 11 avril 2005, portant code minier ;
vu la loi n° 003-86 du 25 février 1986 relative aux appareils à pression de gaz et de vapeur;
vu la loi n° 62-217 du 2 juillet 1966 relatif aux installations électriques du fond dans les mines autres que les mines de combustibles minéraux solides et les mines d'hydrocarbures exploitées par sondage ;
Vu le décret n° 2007-615 du 30 décembre 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2005-312 du 29 juillet 2005 portant organisation du ministère des mines, des industries minières et de la géologie ;

Vu le décret n° 2005-313 du 29 juillet 2005 portant attributions et organisation de la direction générale des mines et des industries minières ;

Vu l'arrêté n° 132 du 24 mars 1992 relatif aux prestations de l'administration des mines au titre des contrôles techniques.

Arrête :

Article 1^{er} : Le matériel électrique utilisable en atmosphère explosive, à l'exception du matériel utilisé à bord des bateaux de navigation maritime et des aéronefs ainsi que du matériel électromédical, est soumis aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 : La mise sur le marché, les conditions de montage, d'installation et d'utilisation du matériel électrique cité à l'article 1^{er} sont aussi soumis aux dispositions du présent arrêté.

Article 3 : Au sens du présent arrêté, on entend par :

- "matériel électrique" tous les équipements, installations ou dispositifs qui mettent en œuvre l'électricité ;
- "atmosphère explosive" tout mélange d'air et de substances inflammables à l'état de gaz, de vapeur, de brouillard et de poussières.

Article 4 : Les établissements dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la matière des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre, stockées, produits ou pouvant apparaître au cours des opérations, sont soumis aux dispositions du présent arrêté.

Article 5 : L'exploitant d'un établissement visé à l'article 4 définit sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives :

- soit de façon permanente ou semi - permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement;
- soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.

Article 6 : Dans les zones où peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente des atmosphères explosives, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire au besoin de l'exploitation et doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Article 7 : Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques doivent soit répondre aux prescriptions de l'article 6 susvisé, soit être constituées de matériels de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Article 8 : Dans les zones définies conformément à l'article 5 et s'il n'existe pas de matériels électriques spécifiques répondant aux prescriptions des articles 6 et 7, l'exploitant définit, sous sa responsabilité, les règles à respecter, compte tenu des normes en vigueur et des règles de l'art, pour prévenir les dangers pouvant exister dans les zones.

Article 9 : Les matériels et les canalisations électriques utilisés en atmosphère explosive devront être maintenus en bon état conformément aux dispositions normatives internationales ou en vigueur en République du Congo.

Article 10 : Les vérifications et les épreuves auxquelles chaque matériel ou partie du matériel doivent individuellement satisfaire sont effectuées sous la direction de l'administration des mines ou sous la direction d'un organisme compétent en la matière et agréé par l'administration des mines.

Article 11 : Les vérifications et les épreuves sont sanctionnées par un certificat de conformité ou par un certificat de contrôle délivrés par l'administration des mines ou un organisme com-

pétent en la matière et agréé par l'administration des mines avec visas de l'administration des mines.

Article 12 : Le certificat de conformité délivré pour un matériel neuf, d'occasion, ayant subi une révision générale ou une première mise en service atteste après vérification que ledit matériel est conforme aux normes internationales requises en la matière.

Article 13 : Le certificat de contrôle atteste que le matériel vérifié ou ayant subi une épreuve, assure une sécurité égale à celles des normes internationales requises en la matière.

Article 14 : La périodicité des vérifications ou des épreuves est de douze (12) mois pour le matériel électrique utilisable en atmosphère explosive.

Article 15 : L'utilisateur du matériel électrique soumis aux dispositions du présent arrêté doit porter immédiatement à la connaissance de l'administration des mines, tout accident ou incident de nature à compromettre la sécurité lorsqu'ils sont susceptibles d'être imputés à ce matériel électrique.

Article 16 : Sauf nécessité justifiée, il est interdit de modifier, avant d'en avoir reçu l'autorisation de l'administration des mines, l'état des lieux et des installations intéressés par l'accident ou l'incident.

Article 17 : L'administration des mines procède à une enquête dont le procès verbal est adressé au ministre en charge des mines.

Au cours de cette enquête, l'utilisateur doit tenir à la disposition de l'administration des mines les certificats de conformité ou de contrôle ou selon le cas lui fournir toutes les informations complémentaires utiles sur le matériel électrique, son utilisation et son fonctionnement antérieur.

Article 18 : Le ministre en charge des mines peut prescrire toutes les conditions de vérification, d'épreuve, d'entretien et d'usage du matériel électrique utilisable en atmosphère explosive en vue de remédier au danger constaté.

Article 19 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à toute installation nouvelle mise en service à compter de la date de signature.

Article 20 : L'administration des mines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au journal officiel de la République du Congo et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 25 novembre 2008

Pierre OBA